

LE KLAXON

BULLETIN D'INFO MENSUEL DE LA MARCHANDISATION DES ASSOCIATIONS

L'OCMA A REPÉRÉ CE MOIS-CI :

Les Nouvelles de l'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations

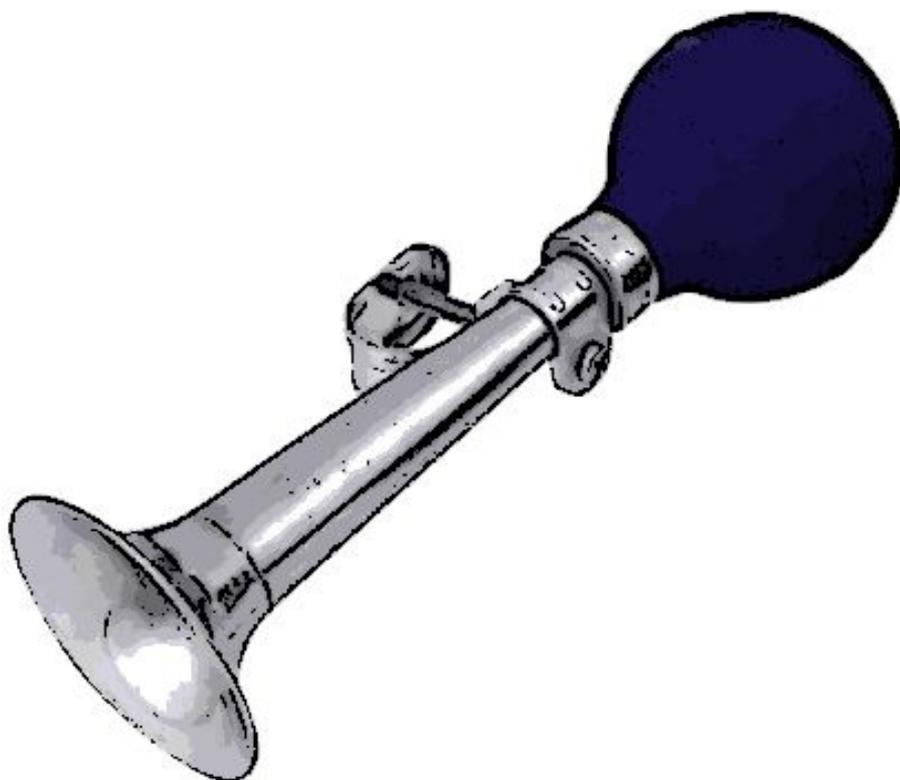
Petit frère de notre newsletter l'[Heure de la Sirène](#), le « Klaxon » vient chaque mois avertir sur les avancées de la marchandisation des associations, des investissements à impact social mais aussi sur les contre-feux proposés par les associations.

C'est la lettre mensuelle de notre récent *Observatoire citoyen de la marchandisation des associations (OCMA)*.

N'hésitez pas à transmettre vos informations sur le sujet, à proposer vos témoignages, contributions... à l'adresse marianne@associations-citoyennes.net

Enfin, si vous n'avez aucune idée de ce que nous entendons sous le terme de marchandisation ou de financiarisation des associations, nous vous invitons à lire [notre rapport ici](#).

Pour recevoir cette lettre mensuelle, [inscrivez-vous sur ce formulaire](#).



L'OBSERVATOIRE AUDITIONNÉ AU CESE

« Quels modèles de financements du monde associatif pour consolider sa place ? » Telle est la question de la saisine portée au Conseil économique, sociale et environnemental auprès de la commission économie et finance. Dans ce cadre, l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations a été auditionné le 31 janvier. Nous y avons porté notre analyse de la marchandisation et financiarisation des associations détaillée dans notre premier rapport. Vous retrouverez le [compte rendu complet](#) de cette audition ici et pouvez regarder les [vidéos](#) de ces travaux sur la page du CESE. Et voilà un petit résumé en image de notre audition :



UN CONTRAT À IMPACT VU DE L'INTERIEUR

Une contribution nous a été envoyée par un « bénéficiaire » d'un contrat à impact social, lui se présente comme une « victime » de ce contrat. Il souhaite garder l'anonymat de peur des représailles possibles s'il apparaît à visage découvert. Et s'étonne : je m'attendais à une protection sociale de la part de mon département, pas à ce qu'il m'ajoute des difficultés supplémentaires... Le contrat à impact dont il est victime vise à faire sortir les personnes du RSA.

Cette personne a reçu un premier mail le convoquant à un diagnostic de sa situation sous peine de voir son RSA suspendu, puis un deuxième quelques jours plus tard et enfin un troisième pour refixer un rendez-vous quand le premier a pu être décalé suite à l'envoi de certificats médicaux. L'association refuse d'entendre que cette personne ne peut se déplacer du fait de son handicap.

La pression posée par l'équipe s'explique par le dispositif même du contrat à impact qui impose aux salariés et bénévoles de l'association des résultats chiffrés dans un temps restreint, les circuits de paiement du CIS en dépendent. Il faut donc que la personne soit inscrite dans le dispositif pour que le paiement s'enclenche.

Le cœur de ces contrats repose sur la collecte de données, peu importe ce que vit la personne, il s'agit pour « l'opérateur », comme est désigné l'association, de renseigner une multiplicité de données tant sur la situation sociale, familiale, économique de la personne que sur sa personnalité. La personne s'efface derrière ces données qui seront le carburant nécessaire à la mesure de l'impact.

Par ailleurs, ce témoignage montre bien l'approche « impact » c'est à dire la focalisation de l'association opératrice du contrat sur l'objectif d'impact à atteindre, peu importe le vécu global de la personne, les autres difficultés qu'elle rencontre. Un témoignage qui rappelle « l'inhumanité manifeste » de ces contrats comme l'écrivait Jean-Michel Lucas dans notre rapport. La personne n'est plus vue dans ses droits et son humanité mais comme le maillon (peu importe s'il est faible) d'un circuit financier.

Cet exemple nous donne à voir les effets de cette marchandisation quasi silencieuse. Et vous, avez-vous un exemple à partager ? Quelle est votre expérience de cette marchandisation voire financiarisation ? Pour nourrir nos travaux, envoyez-nous votre contribution à l'adresse : marianne@associations-citoyennes.net

« Les contacts avec l'organisme qui m'a été imposé et chargé de me suivre, montre dès le départ qu'on a pas voix au chapitre, la couleur est donnée dès le premier message, vous enjoignant de force, avec le terme "convocation", suivi aussitôt après d'une menace de sanction immédiate d'interruption de RSA si on ne se présente pas. Question émulation et motivation il y a quand même mieux pour amorcer ce qui aurait pu être une coopération voulue, réciproque, constructive.

L'idée qui me vient à l'esprit est que l'on devient avec cette structure une chose, un être inférieur, infantilisé, qu'on prend par la main de force, pour être guidé vers le droit chemin, vers la voie lumineuse, rédemptrice, libératrice, du labeur, l'émancipation par la richesse et l'argent, la nouvelle religion et seul statut social reconnu.

Se retrouver au pilori de cet organisme de suivi, vous contraint à une position d'être redevable de l'aumône du RSA versée pour juste survivre dans cette société marchandisée, comme une grande faveur à mériter avec de considérables efforts. On vous dit pas, bien sur, que c'est le monde du travail qui se libéralise et précarise à la moindre occasion les salariés, on ne vous dit pas aussi que la sphère financière et sa logique destructrice a aussi sa part de responsabilité de la situation. Le comble c'est que des institutions financières pour se donner bonne conscience, sous couvert de charité par leur fondation spécifique, soutiennent l'organisme chargé de me suivre ! Charité ? Vous rêvez !!

Si par malheur vous êtes malade, comme moi et que vous devez passer par leurs mains, n'attendez pas une manifestation de compassion, d'écoute et de bienveillance réelles de leur direction, seuls leurs objectifs de résultats attendus de leur commanditaire, le département financeur du RSA duquel je dépends, sont leur bible et ligne de conduite : il est vrai, il va de la santé financière de cet organisme de contrôle, surveillé dans le moindre de ses actions par un comité de suivi, aussi pointilleux qu'une dentellière.

Mais ma santé bien entendu, même avec un certificat médical présenté, attestant que la vie active professionnelle ne m'est plus possible, n'a eu que peu d'intérêts pour cette organisation, ni sans doute, le couperet potentiel angoissant pour moi des vivres suspendus, vous envoyant illico vers la voie de la misère absolue et de la mort sociale, sans état d'âme, mais pour eux le sentiment du "travail bien fait" : c'est une nouvelle version de "l'expérience de Milgram" en toute bonne conscience pour leurs initiateurs et ceux qui les appliquent, quand à ceux qui la subissent, ma foi qui s'en soucie ? »

SOLIGUIDE, LE TRIPADVISOR DES PERSONNES À LA RUE

Attention, ce titre ne nous appartient pas et ne relève pas d'un regard cynique (qui peut parfois nous traverser, sur les phénomènes que nous tentons de décrire). En 2016, Victoria Mandefield, une jeune ingénieure se dit scandalisée par le nombre de sans abri à Paris veut cartographier et centraliser tous les lieux ressources pour les personnes sans abri et réfugiées à Paris. Une bonne intention qu'elle souhaite concrétiser dans un Soliguide. Son objectif : répondre à des questions auxquelles elle a été confrontée lorsqu'elle faisait des maraudes dans la rue : où manger, se doucher, poser mes bagages... Sa réponse : « une plateforme super simple : le Trip Advisor des personnes en difficulté où vous pourrez trouver tout ce que vous voulez à proximité de là où vous êtes ». Elle voudrait installer des bornes interactives dans les rues de Paris après en avoir placé deux premières à Bordeaux.

Pour se faire, elle a créé Solinum qui se présente comme une start up associative au budget de 1,7 millions d'euros, essentiellement des subventions publiques. Elle compte aujourd'hui 45 salariés et recrute encore notamment plusieurs Chief Financial officer pour assurer le changement d'échelle de la startup up qui vise sa présence dans les 101 départements français et trois pays européens en 2026.

Elle a reçu un très bon accueil dans la presse et le soutien très large de très nombreux acteurs publics, notamment via le programme France Relance, et aussi privés comme les fondations d'EDF, Monoprix, IndoSuez Bouygues ou BNP Paribas. Accompagnée par le Groupe SOS ou l'accélérateur d'innovation sociale de la Croix Rouge, la start up associative pense « que l'innovation et le numérique peuvent décupler l'impact social pour mettre fin à la précarité ».

Leur financement relève, pour la plus grande partie, des budgets de lutte contre la pauvreté, des directions départementales de l'emploi du travail et des solidarités, les CCAS, les villes, les métropoles et les conseils départementaux.

Curieux de mieux connaître le service, un travailleur social d'un lieu d'accueil de personne à la rue a tenter une question via le tchat : "Bonjour, je cherche un lieu pour m'aider a faire un dossier d'AME sur Toulouse ? Par avance, merci". La réponse, immédiate, a été un copier-coller du site Ameli. Lorsqu'il explique ne pas avoir d'imprimante et qu'il ne peut remplir le formulaire seul, il est renvoyé vers France Service...

Sa fondatrice explique que son modèle économique repose sur son impact social. Pour elle, l'action sociale efficace se mesure à son impact. La start-up associative présente dans sa première étude d'impact, son social return on investment (SROI), pour un euro investi, elle crée 1,93 euros d'économie et de valeurs sociales créées, calculé en fonction du temps de travail (7,5 minutes par orientation) gagné par les professionnels de l'action sociale, pas sûr que le travailleur social qui a testé la plateforme soit du même avis...

Cette vision start up nation porte cette idéologie que la technique, le numérique vont venir résoudre des problématiques sociales et écologiques, cela serait presque drôle si, dans le même temps, les professionnels des services sociaux n'étaient pas au bord de l'implosion faute de moyens suffisants pour accompagner les personnes et le sens de leur travail effacé par des logiques managériales issues de la même idéologie néolibérale.

Enfin, cette idéologie relève, comme le décrit Jean-Louis Laville, d'une « économie de la promesse », peu importe les effets réels de ces projets sur le terrain qui restent le plus souvent bien en deça des promesses annoncées d'éradication de la pauvreté. Ce discours, qui séduit fortement les pouvoirs publics, invisibilise, fragilise le tissu associatif, élimine la dimension démocratique des associations, assure pouvoir avec « de la bonne gestion », prouvé par la rationalité chiffrée du SROI, résoudre ce que les associations n'ont jamais réussi à faire. Et ce discours fonctionne puisque ces entrepreneurs sociaux, au final, captent une partie des financements publics.

**POUR SUIVRE LES TRAVAUX DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS
CITOYENNES, RENDEZ-VOUS SUR NOTRE [SITE](#)**

Observatoire citoyen de la marchandisation des
associations

AGENDA

Venez échanger avec nous sur le Klaxon.

Nous vous proposons un temps d'échanges le 12 mars prochain lors de notre Café CAC pour débattre de l'actualité de la marchandisation, de vos propositions ou retours sur le Klaxon.

- Toutes les infos à [retrouver ici](#).

RETROUVEZ TOUTES NOS INFOS

SUR LE SITE DE L'OBSERVATOIRE CITOYEN

DE LA MARCHANDISATION DES ASSOCIATIONS (OCMA)

ET LES ANCIENS NUMÉROS DU KLAXON

À LIRE, VOIR, ÉCOUTER

- Vous connaissiez les « édupreneurs » ? Cette contraction entre éducateurs et entrepreneurs est décrite par le site The Conversation comme un terme qui rend compte d'une réalité nouvelle : « celle d'entrepreneurs qui proposent de révolutionner l'éducation dans son organisation (en la rendant moins bureaucratique), son modèle économique (en hybridant public et privé), ses normes (à travers une évaluation permanente), ses outils (numériques) comme dans ses pratiques pédagogiques (en valorisant l'innovation et la rupture), tout en dégagant des bénéfices pour leurs actionnaires ».
- « Les 1% les plus riches possèdent 48% de tous les actifs financiers mondiaux », dans son dernier rapport, Oxfam rappelle l'indécence des inégalités mondiales et l'urgence d'augmenter les impôts sur les ultra-riches et de réguler les multinationales.
- Le 31 janvier dernier, les centres sociaux se mobilisaient pour alerter sur leur situation. « Les structures ne peuvent plus faire le grand écart entre des demandes sociales qui ne cessent d'augmenter et un investissement public qui n'est plus à la hauteur », pointait Tarik Touahria, président de la fédération des centres sociaux dans une tribune, publiée dans Ouest-France.
- Le dernier numéro de la Revue des affaires sociales est consacré à la marchandisation des associations et ces effets sur le monde associatif avec notre point de vue sur la financiarisation des associations, disponible bientôt sur Cairn.

